

Migrants : Grande-Synthe, la fin d'un modèle



Une famille kurde irakienne dans un hangar abritant des migrants, à Grande-Synthe (Nord), le 30 décembre. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

○

Julia Pascual

L'ancien maire avait fait de cette cité du Nord un refuge. Son successeur est accusé de ne pas respecter l'héritage

REPORTAGE

GRANDE-SYNTHÉ (NORD) - envoyée spéciale

Grande-Synthe (Nord) reste-t-elle un havre pour les personnes migrantes ? La question taraude certains esprits depuis que l'ancien maire, Damien Carême, a rejoint le Parlement européen, cédant son fauteuil il y a six mois à son premier adjoint, le socialiste Martial Beyaert.

Passé du Parti socialiste à Europe Ecologie-Les Verts (EELV), maire de 2001 à 2019, M. Carême avait fait de l'accueil des migrants un marqueur politique fort, et mené une politique unique en son genre, dans cette ville littorale devenue depuis près de quinze ans une étape vers l'Angleterre. L'édile a fait de sa ville un refuge et un symbole national. Depuis sa succession, cet héritage semble voler en éclats.

M. Carême n'avait pas hésité à engager un bras de fer avec l'Etat en ouvrant avec Médecins sans frontières (MSF), en mars 2016, le premier camp humanitaire pour réfugiés de France, afin d'y accueillir plus d'un millier de Kurdes, alors relégués dans un bidonville. Le maire mettait volontiers en scène son engagement. Il avait appelé les maires de France à ouvrir des centres d'accueil dans leur commune, faisant fi de ceux qui y voyaient un risque d'appel d'air. « *Tant pis si ces décisions dérangent*, écrivait M. Carême dans son livre paru en 2017, *On ne peut rien contre la volonté d'un homme [Stock]. La presse me présente comme le maire des migrants et je suis fier d'avoir rendu un peu de dignité à ces femmes et ces hommes qui dormaient dans la boue sur ma commune. (...) J'ai rappelé aux Grand-Synthois que la solution choisie pouvait nous grandir aux yeux de tous ceux qui nous observent.* » La suite s'était moins bien passée. Confronté à une saturation de ses capacités et à des tensions croissantes – notamment dues à la présence de réseaux de passeurs –, le camp avait été ravagé par un incendie en avril 2017. M. Carême avait alors, à l'hiver suivant, ouvert un gymnase pour y mettre à l'abri d'une tempête de neige une centaine de migrants. Il avait réitéré l'opération à l'hiver 2018, cette fois sans obtenir le soutien de l'Etat.

A quelques mois des municipales, la tension entre M. Carême et son successeur est montée d'un cran. L'ancien maire a choisi de soutenir une liste dissidente, contre son ancien premier adjoint. Dans son bureau, il se défend d'avoir fait de Grande-Synthe une ville moins accueillante. Elle l'est « *ni plus, ni moins qu'avant* », estime M. Beyaert. Dans un exercice d'équilibre inconfortable, le socialiste de 47 ans, qui brigue une réélection, tente de s'inscrire dans la continuité d'une politique qu'il a accompagnée, tout en s'affranchissant d'un prédécesseur qui l'a désavoué. En septembre, l'élu a signé, au côté de douze autres maires, l'appel dénonçant la « *situation indigne* » des campements de migrants. « *Mais depuis, on ne l'entend plus et il ne fait rien* », considère Claire Millot, de l'association Salam, qui distribue des repas à Grande-Synthe et Calais. « *On a eu deux contacts à son arrivée mais depuis, c'est silence radio, malgré nos relances et alors qu'on avait de bons contacts avec l'ancienne équipe* », abonde Karim (le prénom a été modifié), membre de l'association locale Solidarity Border.

Dans les gravats et les ordures

Près du site de l'ancien camp humanitaire, sous des hangars éventrés et abandonnés qui servaient autrefois de lieux de stockage de lin, des centaines de migrants – kurdes en majorité – campent actuellement dans des tentes et au milieu des gravats de béton et des ordures. Il y a ce jour-là plusieurs familles, dont une avec un bébé de quatorze jours à peine. Tous ont l'Angleterre en ligne de mire. « *Parce que le système y est meilleur* », se sont laissé convaincre Hedi et Truska, un couple de Kurdes iraniens originaires de la région de Sardasht. « *Parce qu'il y a beaucoup de travail* », assure Falah, originaire de Souleimaniye, la deuxième ville du Kurdistan irakien, et qui a des amis « *livreurs, barbiers, employés de restauration ou encore laveurs de voiture* » en Angleterre. En l'espace d'un mois, l'homme de 25 ans dit avoir déjà tenté onze fois de se cacher dans des camions pour passer outre-Manche. Immobile devant un petit feu de bois de palettes qui réchauffe l'eau d'une future toilette, un Syrien pleure en regardant une photo de ses enfants sur son téléphone, restés dans la région kurde du Rojava, il y a trois mois. « *C'est compliqué de passer, mais après, si Dieu le veut, tu gagneras les papiers et tu feras venir ta famille* », le rassure un Irakien.

Outre ces hangars, le tout proche bois humide du Puythouck abrite aussi des campements. En octobre, la ville a fait installer à proximité une benne à ordures ainsi qu'une auge métallique surmontée de quelques robinets d'eau. Reza et Farad s'y rendent tous les soirs pour remplir des bidons afin de se laver et cuisiner. « *Il n'y a pas de toilettes ni de douche* », fait remarquer Claire Millot. « *Ils vivent dans la boue et [au milieu des] rats, ajoute le membre de Solidarity Border. Et il fait entre 0 °C et -1 °C la nuit.* »

Sollicitée, Anne Peny, secrétaire générale de la sous-préfecture de Dunkerque, parle pourtant d'une « *situation maîtrisée* » et estime que 300 personnes migrantes se trouvent actuellement à Grande-Synthe. « *Les arrivées augmentent, on est autour de 800 personnes* », croit plutôt Karim, de Solidarity Border. Une évaluation que ne dément pas le maire. Ces chiffres approchent ceux atteints à l'automne, lorsque un millier de personnes campaient à l'intérieur et surtout autour d'un gymnase mis à disposition par l'ancien maire. Le site avait alors été évacué et les gens mis à l'abri.

« Une stratégie à la calaisienne »

Aujourd'hui, et malgré l'hiver, Martial Beyaert n'a pas l'intention de rouvrir un lieu semblable. « *C'est à l'Etat de prendre ses responsabilités* », se justifie-t-il. Beaucoup y voient la preuve d'une rupture avec la politique menée jusque-là. L'élu revendique d'ailleurs le fait d'avoir pris le contre-pied de son prédécesseur en « *reprenant contact avec les services de l'Etat* », dès son élection le 3 juillet. « *Avec M. Beyaert, on est revenu à des relations normales, constructives et appréciées de part et d'autre* », souligne Anne Peny. « *Le préfet de région a pris le pouvoir grâce à un maire plus conciliant* », estime plutôt Olivier Caremelle, ancien directeur de cabinet de M. Carême. « *Une stratégie à la calaisienne est en train de se déployer* », ajoute-t-il, en référence aux opérations quotidiennes de démantèlement de campements menées par les autorités dans la ville voisine de 30 kilomètres, dans le but d'en chasser les migrants, qui reviennent pourtant aussitôt les opérations de police achevées.

Les détracteurs du nouveau maire veulent aussi pour preuve du changement de ligne les opérations municipales de déboisement dans la zone du Puythouk pour empêcher, selon eux, les migrants de s'installer. Par ailleurs, depuis plusieurs semaines, la police municipale chasse ceux qui s'abritent sous quelques ponts de la ville. « *[Le maire] a même été demander au service technique de la ville d'évaluer le coût de la pose de grilles* », assure un ancien proche de M. Carême, qui y voit une « *stratégie purement électorale* », à trois mois des municipales.

Sous l'un de ces ponts, un groupe de Syriens s'apprête justement à passer la nuit. « *La police vient tous les matins et nous donne des coups de pied pour nous réveiller et nous dire de partir* », assure Wael. Lui a un frère qui vit depuis six ans en Grande-Bretagne. « *Moi aussi, je suis un humaniste*, se défend pourtant M. Beyaert. *Moi aussi, je dénonce les accords du Touquet* [traité franco-anglais relatif à la surveillance de la frontière], *mais ce sont des grandes paroles... S'il y avait une recette magique, ça se saurait, et force est de constater que* [Damien Carême] *n'a pas réussi sur ce dossier. On a toujours eu des camps de la honte.* »

Le socialiste se dit favorable à ce que l'Etat suspende sur le territoire l'application du règlement de Dublin pour inciter les migrants à demander l'asile en France, sans craindre d'être renvoyés vers l'Etat membre de l'Union européenne où leurs empreintes ont été enregistrées. C'est le cas aujourd'hui de nombreux migrants sur le littoral, qui croient que l'Angleterre se montre plus souple que ses voisins.

M. Beyaert regrette aussi que « *les solutions d'accueil* [proposées par l'Etat] *se fassent en dehors de la bande littorale* », poussant les migrants à les refuser. « *Nous faisons des mises à l'abri quotidiennes, de dix, vingt ou trente personnes, mais nous avons des refus trop régulièrement* », reconnaît Anne Peny. « *De toute façon, les gens ne veulent pas rester*, rappelle Karim, de Solidarity Border. *Ne serait-ce que parce qu'ils ont déjà payé leur passage.* »